

Chapitre 9

Identités, préférences institutionnelles et comportement électoral

Kris Deschouwer, Lieven De Winter, Min Reuchamps, Dave Sinardet & Jérémy Dodeigne

Kris Deschouwer est professeur de recherche au Département de sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel. Ses recherches portent sur les partis politiques, les élections, le fédéralisme et la décision politique dans les sociétés divisées et complexes.

Lieven De Winter est professeur ordinaire de sciences politiques à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches portent sur les élections, partis, parlements, gouvernements et identités.

Min Reuchamps est professeur de sciences politiques à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches portent sur la démocratie et le fédéralisme dans les sociétés divisées.

Dave Sinardet est professeur au Département de sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel. Ses recherches portent sur le fédéralisme, le nationalisme, les démocraties multilingues et la communication politique.

Jérémy Dodeigne est Aspirant F.R.S.-FNRS à l'Université de Liège et à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches s'intéressent aux parlements, aux partis et à la politique multi-niveaux.

1. Le débat à propos du fédéralisme belge

En 1993, la Belgique devient officiellement un État fédéral. L'accord de la Saint-Michel qui « a mis le toit sur la maison fédérale » (Dehaene, 2012) était déjà la quatrième grande réforme de l'État depuis 1970. Entretemps, différentes tentatives avaient échoué pour réformer la Belgique davantage d'un État unitaire vers une fédération. Les partis politiques traditionnels se sont divisés en deux sous la pression de partis nationalistes et parce que néerlandophones et francophones n'ont pas pu se mettre d'accord sur la forme de la nouvelle Belgique, sur le sens et le tracé de la frontière linguistique, sur le statut et les limites de Bruxelles, sur la nomination d'un bourgmestre à Fourons, sur la question de la répartition des compétences et aussi comment et par qui les politiques devraient être financées. Tous les gouvernements belges depuis 1965 ont connu une fin anticipée parce que les oppositions entre partis du nord et du sud étaient devenues trop grandes. Après la quatrième réforme de l'État et les premières élections fédérales et régionales en 1995, le calme semblait peu à peu revenir. Après d'innombrables gouvernements qui sont tombés trop tôt, il y a eu après 1991 quatre coalitions qui ne disputaient pas sur des oppositions communautaires. Il y a même encore eu une

cinquième réforme de l'État qui a été négociée et implémentée sans grandes tensions. Mais vers la fin du deuxième gouvernement sous la direction de Guy Verhofstadt, l'esprit a quitté le corps.

Le statut de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde était à nouveau au sommet de l'agenda politique et le cartel entre le CD&V et la N-VA qui avait ramené, après cinq ans dans l'opposition, le CD&V d'Yves Leterme à nouveau au pouvoir en Flandre et qui avait maintenu en vie la N-VA, indiquait clairement que de nouvelles étapes devaient être franchies vers une plus grande autonomie pour la Flandre. Les élections fédérales de 2007 et de 2010 furent sous le signe de BHV et de nouvelles réformes de l'État. Les responsables politiques des deux grands groupes linguistiques se bombardaient à coup de déclarations et reproches. Les médias, également largement divisés sur base linguistique, se laissaient régulièrement emporter dans le conflit comme défenseurs de leur propre communauté linguistique (Sinardet, 2013).

C'est ainsi qu'il fallut six mois en 2007 pour former un nouveau gouvernement et en 2010 pas moins de dix-huit mois. Et même après la sixième réforme de l'État de 2012 persistait encore la question de savoir si les structures politiques de la Belgique sont maintenant bien adaptées ou s'il faut à nouveau se pencher en profondeur sur la structure de l'État. La N-VA, qui est devenue en 2010 et à nouveau en 2014 le plus grand parti de Flandre et du pays, est en tout cas de cet avis. Certes, en 2014, la campagne a été surtout marquée par des sujets socio-économiques, mais le plus grand parti du pays ne cache pas qu'elle veut à terme davantage défaire les liens institutionnels entre Flamands et Francophones. Le dernier mot n'a pas encore été dit sur l'avenir de la Belgique. Le débat sur les dispositions institutionnelles n'est pas encore clos (Popelier, Sinardet, Velaers & Cantillon, 2012).

Il persiste donc plus que jamais la question de savoir comment les électeurs en Flandre et en Wallonie voient ces évolutions. Quand les politologues se sont demandé dans les recherches passées à quel degré l'électeur s'était laissé guider par le sujet de la réforme de l'État dans l'attribution de sa voix, la réponse était : dans une mesure –très – limitée. D'autres sujets apparaissaient être plus importants pour les électeurs, même après des campagnes électorales où les tensions communautaires étaient centrales (Swyngedouw & Beerten, 1996 ; Swyngedouw & Rink, 1998 ; Frogner, De Winter & Baudewyns, 2007 ; Deschouwer & Sinardet, 2010). Et les électeurs apparaissaient s'identifier beaucoup moins à la Flandre ou la Wallonie et beaucoup plus à la Belgique que ce les débats communautaires ambiants pouvaient laisser présager.

Dans ce chapitre, nous nous concentrons d'abord sur les sentiments identitaires des électeurs. La question de savoir comment ils évoluent est importante dans un État fédéral. En effet, dans les études sur les sociétés divisées, il apparaît que le fédéralisme peut paradoxalement contribuer à exacerber les tensions identitaires alors qu'il est supposé les diminuer. Cela s'explique par l'institutionnalisation du conflit qui offre ainsi un tremplin identitaire aux différents groupes en présence en leur permettant de renforcer les sentiments identitaires à partir de leurs propres institutions (Erk & Anderson, 2009 ; Sinardet, 2010 ; Deschouwer, 2014 ; Caluwaerts & Reuchamps, 2015). Comme les Flamands, les Wallons, les Bruxellois et les Germanophones ont en Belgique leur propre parlement élu, leur propre gouvernement, leur propre administration, leur propre drapeau et jour férié, cela peut contribuer à un renforcement des identités. Et cela peut également encourager ces entités fédérées à revendiquer plus de compétences, ce qui peut potentiellement générer plus de tensions. C'est pourquoi il est utile de regarder si les sentiments identitaires des Belges ont évolué au cours des dernières années. Jusqu'au début des années 2000, nous n'avons pas trouvé trace d'une augmentation des identités flamande ou wallonne (De Winter, 2002), mais comme l'État fédéral s'est progressivement installé dans la tête des gens, cela pourrait avoir un impact. Ensuite, il nous faudra analyser si les sentiments d'appartenance se traduisent dans le comportement électoral des citoyens.

Après avoir exploré les identités, nous regarderons les préférences institutionnelles des électeurs, c'est-à-dire leur vision de l'organisation future de la Belgique. Les partis politiques au nord et au sud du pays ont des visions souvent différentes sur cette question. Les recherches sur les élections antérieures ont aussi révélé sur ce point que les différences entre électeurs flamands et wallons existent, mais moins fortement que ce qui pourrait être attendu si l'on en croit les débats politiques des partis. Comme on discute à nouveau à propos du fédéralisme et du confédéralisme, voire une possible scission de la Belgique, il convient d'analyser quelles sont les préférences des électeurs. Nous examinerons aussi ici dans quelle mesure et de quelle manière les préférences pour une Belgique plus forte ou au contraire pour les entités fédérées ont influencé les élections du 25 mai 2014.

2. La mesure des identités

Dans quelle mesure une personne se sent flamande, wallonne, francophone, belge ou européenne n'est pas si facile à déterminer. Les identités sont complexes et peuvent varier. Il est en outre tout à fait possible de combiner différents sentiments d'appartenance. En fonction de la situation dans laquelle se trouve quelqu'un, une identité peut être plus importante qu'une

autre. Quand on souhaite mesurer des identités dans une enquête, c'est toujours un exercice un peu superficiel et statistique. Les enquêtes peuvent aussi évoluer dans le temps et apporter des résultats qui ne sont pas parfaitement comparables.

Dans les enquêtes d'opinion qui ont été menées en Belgique, il existe plusieurs traditions pour mesurer les identités (De Winter, 1998). Très souvent a été posée la question dite « hiérarchique », à laquelle les personnes doivent indiquer avec quelle communauté ils s'identifient en premier lieu et ensuite en deuxième lieu (pour une synthèse des résultats de 1991 à 2009, voir Deschouwer & Sinardet 2010). Ils ont ensuite le choix entre des entités comme la Flandre, la Wallonie, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Belgique, l'Europe, la ville ou la commune et la province. Les répondants doivent choisir une de ces propositions. Une seule identité doit donc être considérée comme la plus importante. Celui qui se sent par exemple aussi bien belge que wallon doit néanmoins faire un choix face à cette question hiérarchique.

Une deuxième technique classique – qui a aussi été utilisée fréquemment dans d'autres pays – est la question « Moreno », du nom de son concepteur, le politologue espagnol Luis Moreno (2007). Elle repose sur le contraste entre deux identités. Dans le cas belge, il est demandé si la personne se sent et flamande/wallonne uniquement, plus flamande/wallonne que belge, aussi bien flamande/wallonne que belge, plus belge que flamande/wallonne, ou finalement belge uniquement. L'avantage de ce questionnement est que la combinaison de deux identités est possible, mais le désavantage est la limitation à deux identités. Il n'est alors pas question de l'Europe ou des provinces et communes, par exemple. Et tandis que l'opposition possible flamand-belge a en Flandre une pertinence évidente, les identités en Belgique francophone ne peuvent pas si facilement être catégorisées. Ici, l'identification est possible avec la Communauté française, avec la Région bruxelloise ou encore avec la Région wallonne.

Il y a aussi d'autres manières de mesurer les identités. On peut plus spécifiquement mesurer la fréquence et l'intensité des sentiments d'identité (Vandekeere, Doutrelepon & Jacquemain, 1990 ; 1994 ; Italiano & Jacquemain, 2014), ou on peut demander pour toute une série d'identités dans quelle mesure elles sont importantes pour les répondants (Reuchamps, Kavadias & Deschouwer, 2014).

Chaque méthode a naturellement ses avantages et ses inconvénients. Dans ce chapitre, nous allons utiliser la question Moreno. Elle a l'avantage d'être aussi utilisée dans d'autres pays, ce qui rend possible les comparaisons avec d'autres pays aux identités contrastées, comme par exemple le Québec et le reste du Canada, l'Ecosse, l'Angleterre et le Pays de Galle, ou encore la Catalogne et le reste de l'Espagne. Se limiter dans notre cas à l'identité wallonne par

rapport à l'identité belge est également pertinent parce que la Région de Bruxelles ne fait pas partie de notre échantillon ; nous avons donc uniquement interrogé des électeurs wallons. Dans la recherche sur les évolutions des identités en Belgique, on n'observe pas que les identités régionales deviennent plus importantes. Pourtant, les années récentes étaient toutes des années de haute tension communautaire. Il y a eu les discussions sur BHV, sur la frontière linguistique et les limites de Bruxelles, sur les compétences et sur le financement des Communautés et Régions. En 2010, la N-VA qui est un parti qui aspire à terme à l'indépendance de la Flandre a eu un succès éclatant qui s'est encore renforcé en 2014. Comme la longue crise institutionnelle a été engendrée par la demande flamande pour plus d'autonomie et la volonté wallonne de ne plus modifier le système fédéral, on pouvait s'attendre à ce qu'en Flandre l'identité flamande se soit renforcée et, en Wallonie, la belge.

Figure 9.1 [ici](#)

Figure 9.2 [ici](#)

Dans les Figures 9.1 et 9.2, on peut voir l'évolution des identités flamandes, wallonnes et belges et leur évolution respective de 1995 à 2014. Cette évolution ne confirme pas une augmentation des identités régionales. La catégorie « uniquement flamand » qui exprime le plus fortement l'identité flamande se trouve tout en bas de la Figure 9.1. Entre 2010 et 2014, elle monte de 8% à 8,7% ce qui n'est statistiquement pas significatif. La catégorie est aussi celle qui est la moins choisie sur toute la période de temps (sauf en 2014). Tout au-dessus avec 40% des Flamands qui la choisissent se trouve la catégorie « aussi flamand que belge ». Cette situation n'a pas non plus changé récemment. On peut cependant voir deux évolutions : en 2014 beaucoup plus de Flamands se sentent « uniquement belges » (23%, soit un dédoublement par rapport à 2010) et beaucoup moins de Flamands « plus flamands que belges » (de 27% à 18%).

Les réponses à la question Moreno montrent aussi en Wallonie une grande prépondérance de l'identité belge, mais les tendances y sont moins linéaires (en particulier à cause d'un arrêt cette tendance en 2010). En 2014, 37% des Wallons se sentaient « uniquement belges » et 12% plus « wallons que belges ». La catégorie intermédiaire avait toujours (à l'exception de 2010) le plus de scores (43% en 2014), tandis que ceux qui se sentent plus « wallons que belges » ou « uniquement wallons » formaient une très petite minorité (respectivement 7% et 2%).

De manière générale, ces résultats indiquent une véritable stabilité dans le temps en ce qui concerne le poids relatif des différentes identités. Et si elles évoluent, elles ne le font pas en faveur des identités régionales. Cela confirme tous les résultats antérieurs dans ce domaine et de manière indépendante du fait que soit posée la question Moreno ou la question hiérarchique (De Winter, 1998; Frogner & De Winter, 1999; Deschouwer & Sinardet, 2010). Ces résultats ne sont donc pas le produit de sondages momentanés d'une attitude fort volatile qui varie en fonction des épisodes communautaires (comme les Fourons, BHV ou les débats plus généraux sur l'avenir de la Belgique). Quand des partis politiques qui se mobilisent fortement autour de cette question identitaire perdent des voix (comme la Volksunie jusqu'en 2001 ou plus tôt encore le Rassemblement Wallon) ou, au contraire, en gagnent (comme le Vlaams Belang après 1991 ou la N-VA depuis 2009), cela ne peut par conséquent pas être le résultat des fluctuations des sentiments identitaires. Ceux-ci sont visiblement plus stables que le comportement électoral. C'est donc de manière sous-jacente que des évolutions puissent exister dans les préférences des électeurs pour l'avenir institutionnel de la Belgique, ou dans l'importance qu'ils accordent (temporairement) à la problématique des relations entre les communautés linguistiques en Belgique.

3. Préférences institutionnelles

Notamment ces dernières années, les élites des partis flamands et francophones étaient fortement polarisées sur le thème de la réforme de l'Etat, même si au niveau des parlementaires les différences sont parfois beaucoup moins grandes qu'elles ne paraissent dans les discours politiques et les médias (Sinardet, Reuchamps & Dodeigne 2014). Mais quelles sont les préférences des électeurs en ce qui concerne l'avenir de la Belgique ? Veulent-ils que les entités fédérées reçoivent plus de compétences ou veulent-ils au contraire que l'État fédéral belge obtienne plus de pouvoir ? Dans l'enquête électorale PartiRep menée en 2009 et à nouveau en 2014, nous avons demandé aux électeurs de se positionner sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifiait « toutes les compétences pour les Régions et les Communautés », où 10 signifiait « toutes les compétences pour l'État fédéral » et où 5 était explicitement indiqué comme un choix pour le statu quo (« la situation actuelle est satisfaisante »). En Flandre, la réponse à cette question était en moyenne de 4,3 en 2009 et en 2014 de 4,5 ; donc, dans les deux cas, pour plus d'autonomie pour les entités fédérées. En Wallonie, la réponse était en 2009 en moyenne de 5,1 et en 2014 de 5,6, donc légèrement en faveur pour le renforcement de l'État fédéral belge. Dans le Tableau 9.1, nous avons réduit l'échelle de onze points à cinq catégories et comparé les résultats avec 2009 (Deschouwer &

Sinardet, 2010). Nous avons pris les deux catégories extrêmes (toutes les compétences pour l'État fédéral et toutes les compétences pour les Régions et les Communautés – réponses 10 et 0) à part, tout comme la position médiane (5) qui exprime la satisfaction avec la situation actuelle. La catégorie « plus de compétences pour l'État fédéral » correspond alors aux réponses 1, 2, 3 et 4 et la catégorie « plus de compétences pour les Régions et les Communautés » correspond alors aux réponses 6, 7, 8 et 9.

Tableau 9.1 ici

Étant donné la forte polarisation entre élites politiques flamandes et francophones autour de la réforme de l'État, en particulier au cours des dernières années, on peut s'attendre à ce que cela se reflète aussi dans l'opinion publique. Cependant, et de manière comparable à 2009, cela n'est pas vraiment le cas. La différence communautaire la plus importante peut être trouvée dans le soutien pour plus de pouvoirs aux entités fédérées et plus de pouvoirs pour l'État fédéral : les électeurs flamands prennent plutôt position pour le premier scénario, les électeurs wallons pour le second. Il ne s'agit toutefois pas d'énormes différences. En outre, plus ou moins un quart des électeurs flamands souhaite plus de compétences pour l'État fédéral, tandis que plus ou moins autant d'électeurs wallons en veulent plus pour les entités fédérées. Les positions « extrêmes » semblent de manière générale toujours peu populaires, même s'il y a plus de soutien parmi les électeurs wallons pour donner plus de compétences à l'État fédéral que parmi les électeurs flamands. Étonnement, il y a plus d'électeurs flamands qui soutiennent le statu quo dans la réforme de l'État que d'électeurs wallons, alors que, dans les discours et les médias, ce choix est associé quasi exclusivement avec le point de vue politique francophone.

Cette catégorie est aussi intéressante quand on la compare entre 2009 et 2014. Le soutien pour le statu quo a augmenté chez tous les électeurs, ce qui peut être interprété comme un succès de l'accord sur la sixième réforme de l'État, qui a été conclu entretemps, en ce sens que les électeurs estiment que ce sujet (fût-ce peut-être provisoirement) ne devrait plus figurer à l'agenda ou que leurs préférences antérieures pour plus d'autonomie ont été rencontrées. Cette lecture semble renforcée en comparant les données de 2009 et de 2014, où l'on retrouve une autre grande différence qui est que le soutien pour plus de pouvoir les Régions et les Communautés a diminué autant en Wallonie qu'en Flandre. Cela vient probablement du fait qu'une partie des électeurs qui soutenait plus d'autonomie a évolué vers la préférence du statu

quo. En ce qui concerne cette évolution du scénario d'autonomie vers le statu quo, les chiffres entre 2009 et 2014 sont assez comparables.

On peut s'attendre à ce que les préférences des électeurs ne soient pas entièrement indépendantes de leurs identités. Celui ou celle qui s'identifie fortement avec la Flandre ou la Wallonie pourrait se sentir en ce qui concerne la question de l'avenir institutionnel du pays plutôt enclin à plaider pour une plus grande autonomie des entités fédérées. Dans le Tableau 9.2 est indiqué pour chaque réponse à la question Moreno le score moyen sur l'échelle en onze points mesurant les préférences relatives à la réforme de l'État. Ce croisement montre clairement que celui qui s'identifie plus avec la Flandre qu'avec la Belgique est aussi significativement plus partisan pour une autonomie renforcée des entités fédérées. Celui qui, à l'inverse, s'identifie plutôt avec la Belgique tend davantage vers le statu quo ou vers une légère préférence pour plus de compétences pour l'État fédéral belge. Une telle relation ne peut toutefois pas être observée en Wallonie. Uniquement un – très petit – groupe d'électeurs qui se sent uniquement wallon se distingue des autres par une préférence pour plus de compétences pour les entités fédérées, ce qui est cependant moins prononcé que la moyenne de tous les électeurs flamands. La relation entre identité et préférences institutionnelles est donc uniquement percevable en Flandre. Nous avons d'ailleurs aussi pu constater exactement la même réalité en 2009 (Deschouwer & Sinardet, 2010).

Tableau 9.2 ici

3. Identités, réforme de l'État et comportement électoral

La dernière question cruciale à laquelle nous devons répondre est celle de savoir si les identités et préférences institutionnelles se traduisent dans le comportement électoral. Nous avons jusqu'à présent regardé l'évolution générale dans le temps et nous n'avons pas vu de grande évolution. Cependant, nous avons bien pu observer que la population flamande et wallonne se divise en interne sur les différentes positions en ce qui concerne aussi bien les identités que les préférences. Les différences entre les deux régions pourraient alors s'exprimer dans des comportements électoraux différents. Nous nous attendons ainsi à ce que celui qui a une plus forte identité régionale et/ou que celui qui pense que les entités fédérées devraient recevoir plus de compétences va voter pour des partis qui essayent aussi de mobiliser leurs électeurs autour de ces points de vue. Dans cette réflexion, demeure la question de savoir ce que cela signifie en Wallonie où il n'y a pas (plus) de partis

régionalistes. Là, les partis sont en compétition pour la défense de la Belgique et donc pour la défense du statu quo institutionnel.

Pour que des opinions et des croyances se voient traduites dans le comportement électoral, elles doivent aussi être importantes. Les électeurs ont en effet beaucoup d'idées, de souhaits et d'attentes, mais ils se laissent quand même guidés dans leur comportement électoral par des sujets qu'ils jugent eux-mêmes suffisamment importants. Dans cette perspective, il a été demandé aux répondants dans quelle mesure ils estiment que la réforme de l'État était un sujet important dans l'attribution de leur voix. Le Tableau 9.3 présente les résultats. On y voit une différence claire, mais surprenante, entre la Flandre et la Wallonie. Il y a en effet plus d'électeurs wallons qui accordent de l'importance à la réforme de l'État : 56,5% d'eux jugent le sujet important ou très important, tandis qu'on en trouve seulement 42,5% en Flandre. Si on considère les personnes qui jugent ce thème peu important, voire pas du tout important, on en trouve 29% en Flandre, pour seulement 19% en Wallonie. Ce constat est remarquable pour deux raisons. Dans le débat politique, c'est surtout en Flandre que survient la question pour une plus profonde réforme de l'État, tandis que les partis francophones défendent plutôt la position que d'autres défis sont plus importants. Mais, par ailleurs, le résultat est aussi remarquable parce que la plupart des recherches menées au cours des vingt dernières années ont montré que la réforme de l'État est jugée comme un thème plus important du côté flamand que du côté francophone (Baudewyns, 2013 :75 ; Reuchamps, 2013). En 2009 on constatait déjà qu'il y avait encore peu de différences entre répondants flamands et francophones sur la question (Deschouwer & Sinardet, 2010) mais en 2014 la situation semble donc s'être inversée.

Tableau 9.3 ici

Dans la foulée, il est nécessaire de comparer le thème de la réforme de l'État avec d'autres sujets potentiels qui peuvent influencer le comportement électoral. Les électeurs peuvent juger importants différents sujets, mais attribuer aussi une hiérarchie entre ces thèmes. Et ce sont finalement les sujets les plus importants qui se traduisent dans le bulletin de vote. Notre enquête électorale montre que le thème de la réforme de l'État n'apparaît pas parmi ces sujets les plus importants. Si, dans une liste de sujets potentiels, on demande aux électeurs de choisir le sujet le plus important dans leur comportement électoral, le sujet qui détermine le plus celui-ci est un sujet socioéconomique (Tableau 9.4), ce qui était déjà le cas par le passé. Les thèmes « économie » et « emploi » atteignent ensemble 64% en Flandre et presque 70% en

Wallonie. Un petit nombre d'électeurs seulement (environ 3% à la fois en Flandre et en Wallonie) trouve que la réforme de l'État est un sujet décisif. Il y a donc différentes opinions à propos de l'évolution institutionnelle de la Belgique (d'un retour à la Belgique unitaire jusqu'à une autonomie complète pour la Flandre et la Wallonie), mais il y a peu de variance sur l'importance qu'ont ces opinions dans l'isoloir. Pour la plupart des électeurs, ce n'est d'ailleurs pas du tout un sujet déterminant leur choix.

Tableau 9.4 ici

Mais même si le sujet n'est pas hautement décisif pour le comportement électoral, il pourrait avoir une influence et on pourrait s'attendre à ce que les électeurs laissent aussi parler leurs identités et leurs préférences institutionnelles – pas nécessairement de manière explicite et consciente – quand ils font leur choix électoral.

Les électeurs qui s'identifient uniquement ou davantage à leur région votent-ils plus souvent pour des partis régionalistes ? À l'inverse, les électeurs qui déclarent une identité mixte, davantage belge ou uniquement belge donnent-ils leur voix à d'autres partis ? Cette première hypothèse se base sur la littérature électorale des partis régionalistes. Ces derniers présentent un programme électoral centré sur la défense et la promotion socio-économique de leur région (Gómez-Reino, De Winter & Lynch, 2006). Dans ce cas, les électeurs avec une identité régionale forte seraient plus enclins à voter pour un parti dont la « raison d'être » est la défense de « leur » région (De Winter & Türsan, 1998). En Belgique, c'est principalement au nord du pays que ce comportement électoral peut être distinctement identifié étant donné l'existence de partis régionalistes puissants (N-VA et VB). Au sud du pays, depuis la disparition du *Rassemblement Wallon* en 1985, il n'existe plus de parti régionaliste disposant d'une représentation au parlement wallon (Deschouwer, 2009). Dans ce contexte, il est intéressant de voir vers quel(s) parti(s) se dirigent les plus régionalistes des électeurs wallons. Si le PS est souvent considéré comme le principal héritier du mouvement wallon, il existe également de fortes factions régionalistes dans les autres partis francophones. En outre, au sein de ce parti, la défense du fait wallon s'est détournée d'un discours centré sur les demandes d'autonomie régionale vers un discours centré le maintien d'un État fédéral fort (notamment pour garantir la solidarité interpersonnelle de la sécurité sociale). Certains régionalistes pourraient donc se détourner de ce discours « belge ».

À cet égard, nous pouvons établir une seconde hypothèse où une forte identité régionale des électeurs se traduirait par des préférences pour davantage d'autonomie régionale, voire

l'indépendance de la région. Dans ce cas de figure, les motivations pour voter pour un parti régionaliste sont renforcées alors que les électeurs les plus belges voteraient pour le parti défendant le mieux (la survie de) la Belgique. Des études antérieures ont toutefois établi que si identité et préférences constitutionnelles sont étroitement liées, ce lien n'est pas systématique (Pattie, Denver, Mitchell & Bochel, 1999). Il est donc nécessaire de mesurer l'influence respective de chacune de ces deux dimensions sur le vote. Cela se justifie d'autant plus dans le contexte électoral belge de mai 2014 où la campagne au nord du pays concernant la réforme de l'État n'était pas tant axée sur un discours régionaliste ou nationaliste, que sur les biens faits socio-économiques d'une nouvelle vague de régionalisation. Dans ce contexte, certains électeurs dont l'identité est mixte ou principalement belge peuvent néanmoins trouver certains avantages à soutenir un parti prônant plus de régionalisation.

Nous regardons d'abord la relation entre identités et comportement électoral. Dans les Tableaux 9.5 et 9.6, nous donnons pour le corps électoral de chaque parti les réponses à la question Moreno. Nous l'avons réduite à trois catégories : uniquement ou plus flamand/wallon que belge, aussi bien flamand/wallon que belge et plus belge que flamand ou wallon. Le comportement électoral est celui pour la Chambre des représentants. Les proportions sont les mêmes pour les élections au parlement régional ou européen, ce qui nous permet ici de nous limiter à une seule élection.

Tableau 9.5 ici

Tableau 9.6 ici

En Wallonie, les électeurs des différents partis ne diffèrent guère les uns des autres en ce qui concerne cette relation entre identité et comportement électoral. Le corps électoral est réparti dans tous les partis de la même manière que le corps électoral wallon en général – c'est-à-dire avec un faible pourcentage qui place l'identité wallonne au-dessus de la belge et avec une identité belge majoritaire.

La situation est différente en Flandre. Là, les électeurs avec une identité différente votent aussi pour des partis différents. Il y a lieu à distinguer deux groupes. D'un côté la N-VA et le Vlaams Belang (en petit nombre certes – il faut donc faire attention) avec un corps électoral qui se sent clairement plus flamand que belge. De l'autre côté, nous trouvons le sp.a, l'Open VLD, Groen et la PvdA avec un corps électoral qui est plus enclin à une identité mixte ou uniquement belge. Aux sp.a et PvdA (mais ici aussi en un très petit nombre), le groupe « belge » est même le plus grand. Entre les deux groupes, on trouve le CD&V avec un corps

électoral qui est moins flamand que celui de la N-VA et le Vlaams Belang, mais qui est aussi moins belge que celui des autres.

Après avoir étudié la relation entre identité et comportement électoral, il nous faut analyser la relation entre les préférences institutionnelles et le vote. Dans le Tableau 9.7, nous donnons pour le corps électoral de chaque parti la position moyenne sur l'échelle de onze points à propos de la réforme de l'État où, comme nous l'avons déjà expliqué précédemment, 0 indique la volonté d'allouer tous les compétences aux Régions et aux Communautés et où 10 signifie au contraire toutes les compétences au niveau fédéral belge.

Tableau 9.7 ici

On trouve cette fois chez les électeurs wallons une différence importante. Aucun parti en Wallonie ne défend explicitement une régionalisation plus poussée du pays et plus de compétences pour Régions et les Communautés. Les partis francophones sont plutôt dans une compétition pour qui défend le mieux les intérêts de ceux qui veulent préserver l'unité de la Belgique. La réticence pour former une coalition fédérale avec la N-VA après les élections l'illustre à nouveau clairement. Mais si on regarde les électeurs des différents partis, on voit que les électeurs du cdH se distinguent des autres. Pour tous les autres partis, la position sur l'échelle en onze points est plus ou moins identique à la moyenne wallonne. Par contre les électeurs du cdH se positionnent clairement plus du côté belge de l'échelle.

En Flandre, nous retrouvons la même distribution que celle pour la relation entre identités et comportement électoral. Les partis où les électeurs tendent (un peu) plus vers le côté belge que l'électeur flamand moyen sont l'Open VLD, le sp.a, le PvdA et Groen. Nous retrouvons les électeurs du CD&V (et aussi ceux du Vlaams Belang) au milieu. Et ici, la N-VA est le seul parti où les électeurs se prononcent en faveur d'une plus grande autonomie de la Flandre. La position des électeurs de la N-VA n'est toutefois pas extrême et beaucoup moins prononcée que le programme du parti.

Deux explications possibles existent. La première est que la N-VA, qui a fait campagne autour de sujets socioéconomiques, a su convaincre des électeurs pour qui une plus grande autonomie flamande n'était pas importante ou pas souhaitée. Une deuxième explication se trouve dans la taille du parti. La N-VA détient maintenant plus du 30% des voix en Flandre et vu que les électeurs des autres partis ne prennent pas une position extrêmement pro-belge, le corps électoral de la N-VA peut difficilement dévier fortement de la moyenne. En 2009, quand la N-VA a reçu lors de son premier grand succès 13% des voix, la position moyenne

des électeurs sur la même échelle était de 3,1 (avec une moyenne flamande de 4,3). De par sa croissance, le parti a donc maintenant un corps électoral plus modéré. Néanmoins, la différence entre l'électeur moyen sp.a (5,3 sur l'échelle) et l'électeur moyen N-VA (3,7 sur l'échelle) est importante et statistiquement significative. La N-VA est clairement le seul parti où les électeurs ont un profil assez prononcé, aussi bien en ce qui concerne leur choix identitaire (plus flamand que belge) que leur préférence pour davantage d'autonomie pour la Flandre. Est-ce également vrai pour les électeurs du Vlaams Belang ? Cela est difficile à dire. Le parti est devenu si petit qu'il y a trop peu d'électeurs Vlaams Belang dans les échantillons aléatoires pour permettre des déclarations précises sur leur profil. Dans le passé, il apparaissait surtout que les électeurs du Vlaams Belang se distinguaient par leurs convictions en matière de migration et de criminalité que par un profil de nationalisme flamand fort.

4. En guise de conclusion

En Belgique, la politique « nationale » est souvent résumée comme un conflit permanent entre deux blocs monolithiques l'un « flamand » et l'autre « wallon/francophone », sans que soit vraiment précisé les contours de ces deux blocs. On peut dès lors se demander si cette vision de la réalité vaut pour les électeurs. Au cours des dernières décennies, les recherches sur les identités dites ethno-territoriales ont régulièrement, et de manière répétée, montré que la situation est plus complexe qu'une simple division linguistique qui se répercuterait sur les sentiments d'appartenance. Les résultats de l'enquête électorale de 2014 confirment cette diversité des identités parmi les Belges. Même lorsqu'on « force » les répondants à choisir une des catégories de la question Moreno, la plupart optent pour une identité mixte.

C'est une dynamique similaire que l'on retrouve à propos des préférences institutionnelles. Si en moyenne, les Flamands tendent un peu plus vers l'autonomie régionale et communautaire que les Francophones, la distance est plus grande au sein de chacune de ces deux communautés linguistiques qu'entre celles-ci, et particulièrement en Flandre. En outre, si la thématique de la réforme de l'État revient souvent sur les devants de l'agenda politique, celle-ci ne joue pas un rôle décisif pour les électeurs au moment de faire leur choix électoral. Un changement remarquable par rapport au passé, et une évolution qui est complètement opposée au débat politique officiel, est que les électeurs wallons attachent finalement plus d'importance à la réforme de l'État que les électeurs flamands.

Nous avons tout de même observé des relations claires entre comportement électoral et identités, d'une part, et préférences institutionnelles, d'autre part. Et les différences se trouvent – comme nous venons de le mentionner – surtout parmi les électeurs flamands. Les

partis francophones ont en Wallonie chacun un corps électoral qui représente soigneusement l'électeur wallon moyen sur le plan des sentiments identitaires. À propos de la question sur l'avenir souhaité de l'État belge, seuls les électeurs du cdH prennent une position plus « belge » que les autres.

En Flandre, le paysage partisan est réparti en trois groupes sur le plan des identités et des préférences institutionnelles. Du côté plus « flamand » se trouve la N-VA avec un profil qui diffère significativement des autres. Du côté plus « belge », tant pour les identités que les préférences institutionnelles, se trouvent l'Open VLD, le sp.a, Groen et le PvdA. Au milieu se trouve le CD&V. La répartition des partis flamands sur ce plan suit presque la répartition entre gauche et droite. Seul l'Open VLD, qui est un parti de droite, diffère avec des électeurs qui se sentent plus belges que flamands et qui s'expriment plutôt pour un renforcement des compétences pour l'État fédéral belge. Du côté flamand, il semble donc y avoir un marché électoral pour un profil plus explicitement belge, sur lequel différents partis pourraient se faire de la concurrence. La question est si et comment les partis se profileront sur des thèmes communautaires et comment les électeurs vont réagir.

Bibliographie

Baudewyns, P. (2013), *Dynamiques électorales en Belgique. Théorie des réalignements et analyses des résultats des élections législatives en Belgique depuis 1945*, Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.

Caluwaerts, D. & Reuchamps, M. (2015), Combining Federalism with Consociationalism : Is Belgian Consociational Federalism Digging its Own Grave?, *Ethnopolitics*, online first.

Dehaene, J.L. (2012), *Memoires*, Leuven : Van Halewijck.

Deschouwer, K. (2009), The Rise and Fall of the Belgian Regionalist Parties, *Regional & Federal Studies*, vol 19 (4), p. 559-577.

Deschouwer, K. (2014), Federalisme tussen oplossing en probleem, in : C. Devos (ed), *België#2014. Een politieke geschiedenis van morgen*, Gent : Borgerhoff & Lamberigts, p. 299-320.

Deschouwer, K. & Sinardet, D. (2010), Langue, identité et comportement électoral, in : K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe & S. Walgrave (eds), *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, p. 61-79.

De Winter, L. (1998), Ethnoterritoriale identiteiten in Vlaanderen: verkenningen in een politiek en methodologisch mijnveld, in : M. Swyngedouw, J. Billiet, A. Carton & R.

- Beerten (eds), *De (on)redelijke kiezer. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen. Verkiezingen van 21 mei 1995*, Leuven : Acco, p. 159-180.
- De Winter, L. (2002), De ondraaglijke lichtheid van het Belg- of Vlaming-zijn: het enigma van etno-territoriale identiteiten in Vlaanderen, in : M. Swyngedouw & J. Billiet (eds), *De kiezer heeft zijn redenen. 13 juni 1999 en de politieke opvattingen van Vlamingen*, Leuven : Acco, p. 215-232
- De Winter, L. & Frogner, A.-P. (1999), Les identités politiques territoriales : explorations dans un champ de mines politique et méthodologique, in : A.-P. Frogner & A.-M. Aish (eds), *Des Elections en Trompe-l'œil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles : De Boeck, p. 67-96.
- De Winter, L. & Türsan, H. (1998), *Regionalist parties in Western Europe*, London : Routledge.
- Erk J. & Anderson L. (2009), The Paradox of Federalism: Does Self-Rule Accommodate or Exacerbate Ethnic Divisions?, *Regional and Federal Studies*, vol 19 (2), p. 191-202.
- Frogner, A., De Winter, L. & Baudewyns, P. (2008), Les Wallons et la réforme de l'État. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007, Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP).
- Gómez-Reino, M., De Winter, L. & Lynch, P. (2006), Conclusion: The future study of autonomist and regionalist parties, in : M. Gómez-Reino, L. De Winter & P. Lynch (eds), *Autonomist parties in Europe: Identity politics and the revival of the territorial cleavage*, Barcelona : ICPS.
- Italiano, P., & Jacquemain, M. (2014), 25 ans après, les Wallons sont-ils toujours belges ? Les sentiments identitaires des Wallons de 1988 à 2013, in : R. Cardelli, T. Bornand, & S. Brunet (eds), *Le Baromètre social de la Wallonie. Engagement, confiance, représentation et identité*, Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain, p. 111-129.
- Moreno, L. (2007), Identités duales et nations sans État (la Question Moreno), *Revue internationale de politique comparée*, vol 14 (4), p. 497-513.
- Pattie, C., Denver, D., Mitchell, J. & Bochel, H. (1999), Partisanship, national identity and constitutional preferences: An exploration of voting in the Scottish devolution referendum of 1997, *Electoral Studies*, vol 18 (3), p. 305-322.
- Popelier, P., Sinardet, D., Velaers, J. & Cantillon, B. (eds), *België, Quo Vadis? Waarheen na de zesde staatshervorming?*, Antwerpen-Cambridge: Intersentia, 370 p.
- Reuchamps, M. (2013), The Future of Belgian Federalism Through the Eyes of the Citizens, *Regional & Federal Studies*, vol. 23 (3), p. 353-368.

Reuchamps, M., Kavadias, D. & Deschouwer, K. (2014), Drawing Belgium: Using Mental Maps to Measure Territorial Conflict. *Territory, Politics, Governance*, vol 2 (1), p. 30-51.

Sinardet Dave (2013), How Linguistically Divided Media Represent Linguistically Divisive Issues. Belgian Political TV-Debates on Brussels-Halle-Vilvoorde. *Regional and Federal Studies*, vol. 23 (3), p. 311-330

Sinardet D. (2010), 'From consociational consciousness to majoritarian myth. Consociational democracy, multi-level politics and the Belgian case of Brussels-Halle-Vilvoorde' in *Acta Politica. International Journal of Political Science*, vol. 45 (3), p. 346-369

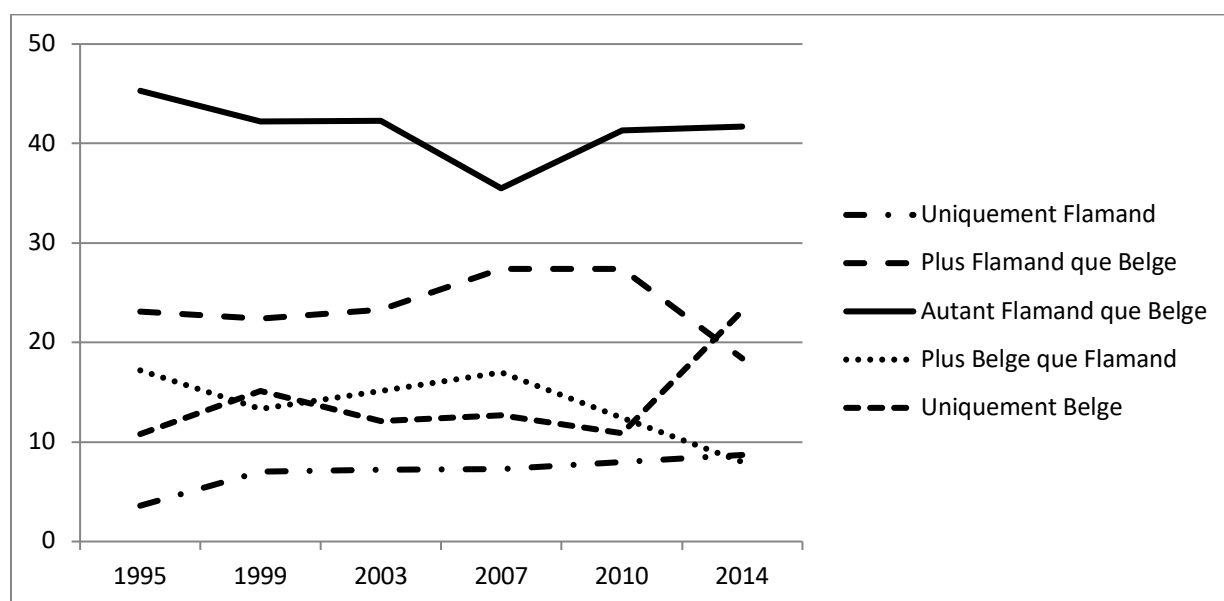
Sinardet D. (2013), How Linguistically Divided Media Represent Linguistically Divisive Issues. Belgian Political TV-Debates on Brussels-Halle-Vilvoorde. *Regional and Federal Studies*, vol. 23 (3), p. 311-330

Sinardet, D., Reuchamps, M. & Dodeigne, J. (2014), De communautaire breuklijn in België: kloof of spleetje, in : C. Devos (ed), *BELGIË#2014: Een politieke geschiedenis van morgen*, Gent : Borgerhoff & Lamberigts, p. 273-297.

Swyngedouw, M. & Beerten, R. (1996), Cognitieve en affectieve motieven van partijkeuze. De nationale verkiezingen van 21 mei 1995, *Res Publica*, vol 36 (4), p. 555-574.

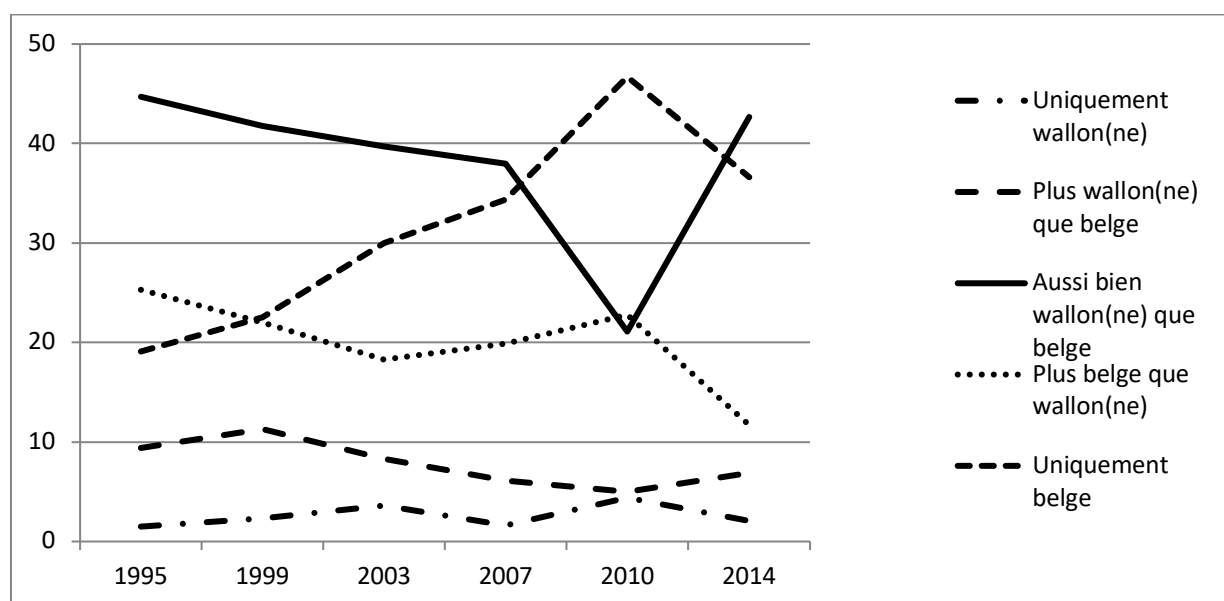
Swyngedouw, M. & Rink, N. (2008), Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007, Centrum voor Sociologisch Onderzoek, Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO).

Figure 9.1: Évolution des identités en Flandre (1995-2014)



Source : enquêtes électorales ISPO-PIOP 1995, 1999, 2004, 2007, 2010; PartiRep 2014

Figure 9.2 : Évolution des identités en Wallonie (1995-2014)



Source : enquêtes électorales ISPO-PIOP 1995, 1999, 2004, 2007, 2010; PartiRep 2014

Tableau 9.1 : Préférences institutionnelles des électeurs pour l'avenir de la Belgique (en pourcentage)

	Flandre		Wallonie	
	2009	2014	2009	2014
Toutes les compétences pour les Régions et les Communautés	4,9	4,0	5,5	1,1
Plus de compétences pour les Régions et les Communautés	47,0	34,5	33,5	24,7
La situation actuelle est satisfaisante	24,2	38,0	22,5	31,6
Plus de compétences pour l'État fédéral	20,3	19,6	29,6	31,8
Toutes les compétences pour l'État fédéral	3,5	4,0	8,9	10,8

Tableau 9.2 : Préférences institutionnelles des électeurs pour l'avenir de la Belgique et leur identification avec la Flandre/Wallonie et la Belgique (score moyen sur l'échelle en onze points)

	Flandre	Wallonie
Uniquement flamand / wallon	3,1	4,9
Plus flamand / wallon que belge	3,8	5,7
Autant flamand / wallon que belge	4,8	5,2
Plus belge que flamand / wallon	5,7	6,3
Uniquement belge	5,2	5,7

Tableau 9.3 : Importance du thème de la « réforme de l'État » dans le choix électoral (en pourcentage)

	Flandre	Wallonie
Très important ou plutôt important	42,5	56,5
Ni important ou ni pas important	28,4	25,0
Plutôt pas important ou pas du tout important	29,1	18,6

Tableau 9.4 : Thème le plus important dans le choix électoral (en pourcentage)

Thèmes	Flandre	Wallonie
Emploi	38,9	51,7
Économie	25,2	17,9
Fiscalité	9,7	7,0
Environnement	9,1	7,3
Criminalité	7,8	6,0
Immigration	6,2	6,9
Réforme de l'État	3,1	2,6
Défense	0,0	0,6

Tableau 9.5 : Relation entre identité et comportement électoral en Flandre

	N-VA	CD&V	Open VLD	sp.a	Groen	VB	PvdA
Uniquement flamand ou plus flamand que belge	45,5	21,8	13,8	16,3	9,7	52,6	19,0
Autant flamand que belge	40,2	48,1	45,9	38,5	48,6	21,1	38,1
Uniquement belge ou plus belge que flamand	13,3	30,1	40,4	45,2	41,7	26,3	42,9
Total	N=271	N=133	N=109	N=104	N=72	N=19	N=21

Tableau 9.6 : Relation entre identité et comportement électoral en Wallonie

	PS	MR	cdH	Ecolo	PTB- Go	PP
Uniquement wallon ou plus wallon que belge	11,3	5,2	6,7	7,0	14,0	21,4
Autant wallon que belge	39,4	41,5	47,4	47,4	34,9	28,6
Uniquement belge ou plus belge que wallon	49,3	43,3	46,2	45,6	51,2	50,0
Total	N=213	N=135	N=104	N=57	N=43	N=28

Tableau 9.7 : Moyenne des préférences institutionnelles pour les électeurs de chaque parti (0 = toutes les compétences pour les Régions et les Communautés / 10 = toutes les compétences pour l'État fédéral)

N-VA	3,7 (N=271)	PS	5,5 (N=213)
CD&V	4,5 (N=133)	MR	6,0 (N=135)
Open VLD	5,2 (N=109)	cdH	6,6 (N=104)
sp.a	5,3 (N=104)	Ecolo	5,7 (N=57)
Groen	5,0 (N=72)	PTB-Go	5,2 (N=43)
Vlaams Belang	4,5 (N=19)	PP	5,6 (N=28)
PvdA	5,5 (N=21)		
Moyenne pour la Flandre		Moyenne pour la Wallonie	5,6